



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE ROME

31 mars 2022

Sommaire

Actualité économique

- **Un rebond de l'activité en 2021** : L'Italie a réalisé une croissance du PIB de 6,6% / Les exportations ont atteint un niveau record / La reprise de l'emploi observée depuis le printemps se confirme au 4^{ème} trimestre
- **Le conflit en Ukraine menace la reprise économique** : Un ralentissement de la croissance du PIB est prévisible en 2022 / Accélération de l'inflation / Confiance des consommateurs et des entreprises en baisse / Les échanges commerciaux italo-russes et italo-ukrainiens / Impacts sectoriels du conflit
- **Politiques européennes** : PNRR L'Italie devrait recevoir la 1^{ère} tranche de fonds européens / Poursuite de la mise en œuvre du PNRR
- **Politique économique** : Des dispositifs de soutien face à la crise de l'énergie et des matières premières, et l'Ukraine
- **Social** : L'Italie continue de se dépeupler / La pauvreté absolue reste stable en 2021

Administration

- La coopération franco-italienne en matière d'administration se renforce / Un plan national pour lutter contre le travail clandestin

Focus

- Les foires et les salons / Moins de commerces et plus de services dans les centres historiques italiens

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,7%

Inflation en mars 2022

Actualité économique

Un rebond de l'activité en 2021

L'Italie a réalisé une croissance du PIB de 6,6%

Le rebond de la croissance est plus fort que prévu en 2021. Le gouvernement avait tablé sur +6% en loi de finances, mais l'Istat a annoncé +6,6%. L'acquis de croissance pour 2022 s'établit à +2,3%. Malgré la hausse des prix de l'énergie, au T24/2021, le PIB a augmenté de 0,6% (après +0,3 en T1, +2,7% en T2 et +2,5% en T3). En 2021, le PIB nominal a atteint 1 781,2 Md€. Ce rebond est tiré, en volume, par la demande interne (6,2 pp) et externe (0,2 pp). Les investissements ont augmenté de 17%, la consommation finale de 4,1%, et les exportations de 13,3%. La valeur ajoutée se redresse (+6,5% en volume), grâce à la construction (+21,3%), à l'industrie (+11,9%) et aux services (+4,5%); tandis que le secteur agricole perd 0,8 %. Cette performance améliore les soldes budgétaires : en 2021, le déficit passe à -7,2% du PIB (après -9,6% en 2020), et la dette à 150,4% (après 155,3% en 2020). Le solde primaire (déficit net des dépenses d'intérêt) baisse à -3,6% (contre -6,1% en 2020).

Les exportations ont un niveau record en 2021

En 2021, le commerce extérieur de l'Italie a dégagé un excédent de 50,4 Md€ (après 63,3 Md€ en 2020). Ce résultat s'explique pour partie par des effets prix à l'importation (+24,7% à 465,8 Md€), tirée par les achats de produits énergétiques et matières premières. Hors énergie, le solde commercial atteint 89,5 Md€ (85,6 Md€ en 2020).

Sont en forte progression les importations de métaux et produits métalliques (+41,1%, à 58,8 Md€) et de produits chimiques (+28,6%, 47,1 Md€), mais aussi les moyens de transport (+16,3%, 45,2 Md€), les machines et appareils (+21,9%, 34,4 Md€) et les produits alimentaires, boissons et tabac (+12,1%, 32,2 Md€).

Les exportations atteignent un plus haut à 516,3 Md€ (+18,2%, après 480,3 Md€ en 2019). Les ventes vers l'UE progressent de 20%, et celles hors UE de 16,3%. Progressent en particulier les métaux de

base et produits métalliques (+26%, 61,8 Md€), les machines et appareils (+14,7%, 83,5 Md€), les produits pétroliers raffinés (+70,5%, 13,8 Md€), les substances et produits chimiques (+19%, 35,3 Md€) et les moyens de transport hors automobiles (+19,5%, 52,5 Md€). Les exportations de produits pharmaceutiques se contractent (-2,2%, 33,3 Md€).

Les premiers partenaires demeurent l'Allemagne (1^{er} client et 1^{er} fournisseur 142,5 Md€ d'échanges), la France (2^{ème} client et 2^{ème} fournisseur, 91,9 Md€), les Etats-Unis (3^{ème} client et 7^{ème} fournisseur, 65,2 Md€), la Chine (8^{ème} client et 3^{ème} fournisseur, 54,2 Md€) et l'Espagne (4^{ème} client et 5^{ème} fournisseur, 49,7 Md€).

La reprise de l'emploi observée depuis le printemps se confirme au 4^{ème} trimestre 2021

Au 4^{ème} trimestre 2021, le taux d'emploi (59,1%) se rapproche des niveaux pré-crise (59,2% au 4^{ème} trimestre 2019), voire les dépasse chez les 15-34 ans (42,3% contre 41,9%). Selon l'Istat, l'Italie compte 22,8M d'actifs occupés. Elle confirme la reprise des embauches observée depuis le printemps: +0,4% par rapport au trimestre précédent, soit +80 000 unités; +2,6% sur un an, soit +571 000 unités. La hausse est observée sur l'ensemble du territoire, mais elle est plus marquée au Centre et au Nord avec respectivement +2,7% et +2,8% d'actifs occupés par rapport à la même période de l'année précédente, contre +1,9% dans le Sud. Les principaux bénéficiaires sont les femmes (+3,7% en g.a), les jeunes (+7,3% g.a) et les plus de 50 ans (+2,5% g.a). La création d'emplois est tirée par la construction (+117 000 postes sur un an) et les services (+435 000 postes) avec la reprise des activités d'hébergement-restauration (+107 000 postes) et du commerce (+74 000 postes). Le taux de chômage, à 9,1%, reste sensiblement le même qu'au trimestre précédent et recule par rapport au 4^{ème} trimestre 2020 (-0,7%).

Le conflit en Ukraine menace la reprise économique

Un ralentissement de la croissance du PIB est prévisible en 2022

Le cadre international est désormais profondément modifié par le conflit en Ukraine, qui a contribué à l'accélération de la hausse des prix des matières premières. En février, une [estimation préliminaire](#) de l'Istat a mesuré à 0,7 pp l'impact sur la croissance du PIB, sur la base d'un scénario où les prix de l'énergie demeurent en 2022 au niveau élevé observé en début d'année. Pour le président de l'ISTAT, la croissance en T1/2022 sera nulle, voire négative. Maria Cecilia Guerra, secrétaire d'Etat aux finances, a déclaré que la croissance du PIB sera positive en 2022, mais révisée « autour de 3% ». Plus qu'un risque de récession, un risque de stagflation (faible croissance et inflation forte) pourrait se matérialiser. Plus pessimiste, l'institut [Prometeia](#) a abaissé son estimation de +3,6% (février) à +2,3% (mars). Dans son dernier Global Economic Outlook, l'agence de notation [Fitch](#) a ramené à +2,7% la prévision de croissance en 2022 compte tenu de la forte dépendance énergétique de l'Italie.

L'accélération de l'inflation se poursuit

L'indice des prix à la consommation ([NIC](#)) – hors tabacs - a progressé en base mensuelle de 1,2% en mars (après +1,6% en janvier et +0,9% en février). En base annuelle, la hausse des prix ressort à 6,7% (après +4,8%, puis +5,7%). Cette hausse continue d'être alimentée par les prix de l'énergie qui ont augmenté de 52,9% g.a (après +38,6%, puis +45,9%), et dans une moindre mesure, par ceux des produits alimentaires qui ont progressé de 5,5% (après +3,6%, puis +4,6%). L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) progresse à +2% (après +1,5% en janvier, et +1,7% en février). L'indice des prix harmonisé (IPCH) s'établit, en base annuelle, à +7% (après 5,1% en janvier, +6,2% en février).

Confiance des consommateurs et des entreprises en baisse en mars

Le conflit ukrainien et l'accélération de l'inflation pèsent sur la confiance des consommateurs et des entreprises. Selon [l'Istat](#), en mars, l'indice de confiance des consommateurs recule à 100,8 (contre 112,4 le mois précédent), ce qui représente son niveau le plus bas depuis janvier 2021. Celui des entreprises descend à 105,4 (contre 107,9). Pour ce dernier, tous les segments enregistrent une baisse : industrie manufacturière (de 112,9 à 110,3), les services (de 100,4 à 99), le

commerce de détail (de 104,5 à 99,9), à l'exception du secteur de la construction (de 159,7 à 160,1).

Les échanges commerciaux italo-russes et italo-ukrainiens

L'Italie est après l'Allemagne le 2^{ème} partenaire commercial européen de la Russie. En 2021, la part de la Russie dans les échanges commerciaux totaux de l'Italie est faible (2,1% du total), et la Russie est le 8^{ème} fournisseur de l'Italie qui importe 14,3 Md€ de biens (soit 3% du total de ses importations) et son 14^{ème} client avec 7,7 Md€ d'exports (1,5% du total) ([Istat](#)). Mais les achats de l'Italie à la Russie sont très concentrés : il s'agit pour 90% de produits d'extraction minière (8,4 Md€, 60,1%), de métaux et produits métalliques (3,2 Md€, 22,8%) et de coke et produits pétroliers raffinés (1,3 Md€, 9,5%). L'Italie dépend de la Russie pour son approvisionnement en gaz naturel (5,5 Md€, pour plus de 41% de ses besoins), de pétrole (1,3 Md€, soit 15%) et en anthracite (0,7 Md€ ; 56,5%). Les exportations italiennes sont portées par les ventes de machines et appareils (2,1 Md€, 27,9%), de produits textiles et d'habillement (1,3 Md€, 17,5%), de produits chimiques (720 M€, 9,4%) et de produits alimentaires, boissons et tabac (635 M€, 8,3%).

La part de l'Ukraine dans les échanges commerciaux totaux de l'Italie demeure très modeste (0,4% de ses exportations et 0,7% de ses importations), en tant que 42^{ème} client et 31^{ème} fournisseur de l'Italie. Les achats de l'Italie à l'Ukraine (2,7 Md€) sont néanmoins fortement concentrés dans les métaux de base et produits métalliques (1,7 Md€, 65%), les produits alimentaires (260 M€, 10%) et agroalimentaires (190 M€, 7,2%). Les exportations italiennes (1,5 Md€) sont tirées par les machines et appareils (376 M€, 22,3%), les produits alimentaires (263 M€, 15,6%), les produits textiles (207 M€, 12,3%) et les substances et produits chimiques (158 M€, 98,4%).

Impacts sectoriels du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire : Selon Coldiretti, l'Italie est le 10^{ème} acheteur agricole de l'Ukraine (496 M€ ; 3% de part de marché) et est son 2^{ème} fournisseur de produits agroalimentaires (415 M€, 7%) après la Pologne en 2020. Elle achète du maïs, de l'huile de tournesol

brute et du blé tendre. Pour le maïs, l'Ukraine est le 2^{ème} fournisseur, avec une part de plus de 20 %. Cette situation suscite des inquiétudes, compte tenu de la baisse de la production nationale de maïs (-30% depuis 10 ans) et de la dépendance structurelle de l'élevage aux produits étrangers (le taux d'auto-provisionnement italien est passé à 53%, contre 79% en 2011). Sur les 10 premiers mois 2021, les importations de maïs ont diminué de 13% (-4 M tonnes), dont -15% pour l'Ukraine (466 000 tonnes). Le rôle de l'Ukraine est moindre pour le blé tendre (6^{ème} fournisseur, part de 5%) : entre janvier et octobre 2021, les importations totales italiennes ont diminué de 4 % en g.a. (à 3,6 M tonnes), et les achats d'Ukraine de moitié (à 107 000 tonnes).

La Russie a représenté en 2020 1,17% des exportations totales de produits agroalimentaires de l'Italie en valeur et 0,3% de ses importations. L'Italie achète principalement de sous-produits de la betterave, des tourteaux de tournesol et des légumes transformés. En ce qui concerne les sous-produits de la betterave la Russie fournit plus de 30 % en volume des importations italiennes et 8% pour les tourteaux de tournesol. La Russie fournit 1,2% des volumes d'importations nationales de blé tendre. Les exportations agroalimentaires, qui représentaient 1 Md€ en 2021, sont principalement constituées du vin (35%) et de café (10%). Elles ont perdu 1,5 Md€ au cours des sept dernières années en raison de l'embargo décidé en 2014.

Contraction de l'activité manufacturière : Selon [Confindustria](#), le conflit entre l'Ukraine et la Russie devrait amplifier l'impact d'un ralentissement de l'activité industrielle observable depuis plusieurs mois. Le secteur a enregistré un recul de l'activité de 0,8% en janvier, puis de 0,3% en février. Les difficultés d'approvisionnement et la hausse des prix (énergie, matières premières, consommations intermédiaires, transports) laissent entrevoir un recul de la production au 1^{er} trimestre 2021. Plusieurs industriels ont fait de choix de réduire l'activité avec du chômage partiel. Les plus touchés sont les entreprises les plus consommatrices en énergie. Les fermures ou la réduction d'activité touchent notamment les sidérurgistes, les producteurs de pièces et profilés en aluminium, zinc ou acier, la filière aéronautique, automobile, du papier et de l'emballage, l'électroménager....

Textile-habillement-chaussure : Après l'année noire de 2020, les sanctions contre la Russie (interdiction d'exportation, restrictions envers les oligarches, suspension des paiements SWIFT et arrêt des vols) devraient toucher un secteur qui avait montré des signes de reprise. Selon [Confindustria-Moda](#), le chiffre d'affaires a progressé de 22,2% (92 Md€) en 2021, et le 1^{er} trimestre 2022 s'annonçait dynamique (+14% par rapport au T1/2021). La Russie est le 9^{ème} client selon [l'association patronale du textile et de l'habillement \(SMI\)](#), avec 870 M€ d'export en 2021. L'Ukraine représente un moindre marché (env. 170 Md€).

La filière bois-ameublement : Selon [Federlegno Arredo](#), la filière (71 000 entreprises, 300 000 emplois) connaît de fortes tensions. Le secteur avait rebondi dans le sillage de la reprise de la consommation grâce aux mesures fiscales (*bonus meubles*) et à l'export (env. 18 Md€, +7,3%). Mais la hausse des prix de l'énergie, les coûts de logistique, les restrictions introduites par la Russie, et la hausse consécutive des prix du bois fragilisent la reprise. L'Italie importait 13 M€ de bois de Russie. Dans l'autre sens, la Russie a importé d'Italie 410 M€ de meubles (11 mois 2021). En l'Ukraine, 29^{ème} client, ce sont 62 M€ d'export qui ont été réalisées.

Le tourisme : Selon la [Banque d'Italie](#), les touristes russes ont représenté en 2019 1,1% des visiteurs (un million environ), 2,6% des nuitées (5,8 millions), mais 2,2% des dépenses étrangères (984 M€). La Russie a toujours eu une importance significative pour le tourisme de shopping. Selon [Global Blue](#), en 2019, les Russes - 2^{ème} nationalité pour les achats détaxés, représentant à eux seuls 12% du total - ont augmenté leurs dépenses de 8% par rapport à 2018. Entre janvier 2021 et février 2022, un touriste russe a dépensé en moyenne 1 215 € dans les magasins italiens (dont 87% de vêtements), en hausse de 78%, devant les Ukrainiens qui ont réalisé une dépense moyenne de 1 088 euros, soit + 45%.

Politiques européennes : PNRR

L'Italie devrait recevoir la 1^{ère} tranche de fonds européens

L'Italie devrait recevoir en avril 21 Md€ (10 Md€ de subventions et 11 Md€ de prêts) au titre de la 1^{ère} tranche de fonds de la Facilité de relance et de résilience. Le 28 février, la [Commission](#) a salué

l'atteinte des 51 cibles et jalons, dont les transitions climatique (21 jalons) et numérique (15 jalons et 1 cible) et la résilience (28 jalons et 1 cibles). Elle a souligné les réformes engagées : justice (cadre d'insolvabilité, justice pénale et civile), administration (marchés publics), finances publiques (revue des dépenses, fiscalité), marché du travail et éducation

Poursuite de la mise en œuvre du PNRR

En 2022, l'Italie devra réaliser 102 objectifs et cibles, dont 47 au 1^{er} semestre pour obtenir la 2^{ème} tranche de 21 Md€. La modernisation de l'administration et la transition numérique et écologique mobiliseront deux tiers des mesures, devant l'éducation et l'inclusion sociale. Elle mobilisera des financements notamment pour la transition 4.0 (4,3Md€), l'éco-bonus (1,6 Md€), l'efficacité énergétique des communes (1,2 Md€), les politiques actives du travail (1 Md€), ainsi quela modernisation du parc technologique et numérique hospitalier (0,4 Md€). Le président du Conseil Mario Draghi a confirmé que l'Italie poursuivra la mise en oeuvre de son plan, car le ralentissement de l'économie rend encore plus nécessaire l'injection des fonds européens pour soutenir la relance.

Politique économique

Des dispositifs de soutien face à la crise de l'énergie et des matières premières, et l'Ukraine

Le [décret-loi n°17/2022](#) du 1^{er} mars 2022 prévoit des **mesures, notamment, pour contenir les effets de la hausse des prix dans les secteur de l'électricité et du gaz**. Il poursuit, pour le second trimestre les mesures d'annulation des charges de système en vue de réduire les factures d'électricité des ménages et des entreprises. Il renouvelle la baisse de la TVA à 5% pour la fourniture de gaz, ainsi que l'annulation des charges de système gazier. Il proroge le bonus social pour les ménages à faible revenu (400 M€). Il étend les crédits d'impôt pour les entreprises énergivores en électricité et en gaz.

Le décret-loi introduit des mesures de soutien du secteur des transports (25M€), auxquelles s'ajoutent des crédits d'impôt pour l'achat de véhicules de dernière génération et de méthane. La garantie de la SACE, en soutien de la liquidité des

entreprises affectées par la hausse des prix, est octroyée jusqu'au 30 juin 2022 ; le Fonds de garantie des PME pourra être activé sans commissions.

Le décret-loi prévoit des mesures pour réduire la dépendance énergétique extérieure et recentrer l'approvisionnement sur le territoire national. Le plan italien prévoit d'augmenter la production nationale de gaz et de carburant, d'optimiser les capacités de stockage. Il introduit des mesures pour accélérer la production de renouvelable (avec des simplifications procédurales pour l'installation de systèmes photovoltaïques, thermiques et éoliens off-shore, l'extension de la liste des zones autorisées à recevoir des installations d'énergie renouvelable telles que voies ferroviaires et infrastructures militaires), mais aussi un crédit d'impôt pour les entreprises qui réalisent des investissements dans les régions du Sud, et la création d'un fonds pour l'autoconsommation de sources renouvelables pour les PME (267M€).

Sur le plan industriel, des ressources sont prévues en soutien du **secteur automobile** - en recherche et investissement (700 M€ en 2022, et 1 Md€ de 2023 à 2030) ; et la **production de microprocesseurs** (150 Me en 2022 et 500M€ par an de 2023 à 2030). Pour la construction, 150M€ sont réervés pour l'ajustement des prix face à la hausse des coûts.

Le [décret-loi n°21/2022](#) du 18 mars 2022 prévoit des mesures urgentes pour atténuer les effets économiques et humanitaires de la crise ukrainienne.

Il s'articule autour de nouveaux dispositifs de compensation du renchérissement des prix de l'énergie d'un montant de 2,3 Md€, dont, pendant 30 jours la réduction des accises sur le carburant de 0,25€ (soit une baisse de 0,30 €/l TVA incluse), le bonus carburant (200€ maximum par an, à l'initiative des employeurs), des crédits d'impôt pour les entreprises, et le chèque énergie pour les plus vulnérables. Il prévoit également des garanties publiques et des aides ciblées aux secteurs les plus affectés, dont le transport (560 M€), la construction (320 M€) et l'agriculture (195 M€). En outre, le décret-loi contient des mesures qui renforcent les capacités d'accueil des réfugiés d'Ukraine (375 M€).

La principale novation est la création d'une contribution spéciale de 10% sur les « surprofits » des entreprises énergétiques. Les recettes sont

affectées au financement des dispositifs de soutien à l'économie.

Social

L'Italie continue de se dépeupler

Au 31 décembre 2021, la population résidente de l'Italie, qui s'est établie à 58 983 122 personnes, a reculé de 0,4 % par rapport à 2020 (-253 091). En deux ans, l'Italie a perdu 616 000 habitants ([Istat](#)) du fait de la pandémie et de la poursuite de la baisse des naissances. Si en 2020 les régions les plus touchées étaient le Nord-ouest et le Centre (-0,7% et -0,6%, pour une moyenne nationale de -0,6%), en 2021, la baisse affecte plus le Sud et les îles (-0,6% et -0,7%), comparé au Nord-ouest (-0,3%), au Centre (-0,4%) et au Nord-est (-0,2%).

Les naissances atteignent un nouveau point bas à 399 000. Le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) s'établit à -310 000. La part des décès attribuables à la Covid est de 8,3% (59 000 personnes) contre 10,3% (77 000) en 2020.

La pauvreté absolue reste stable en 2021

Selon des estimations préliminaires de l'[Istat](#), l'Italie recense 1,95 million de ménages (7,5%) en situation de pauvreté absolue (dont la dépense moyenne est égale ou inférieure au seuil requis pour l'achat de biens ou de services essentiels), soit 5,6 millions de personnes (9,7% de la population). En 2020, l'Italie comptait 7,7% des ménages et 9,7% de la population en pauvreté absolue.

La pauvreté absolue a progressé dans le Sud (elle affecte 10% des ménages et 12,1% de la population), alors qu'elle a reculé dans le Nord (6,7% des ménages et 8,2% de la population), et le Centre (respectivement 5,6% et 7,3%).

Administration

La coopération franco-italienne en matière d'administration se renforce

Le ministre de l'administration, R. Brunetta, et le ministre de la fonction et de la transformation publiques française, A. de Montchalin, ont signé le 8 mars 2022 une [déclaration d'intention](#) pour

renforcer la coopération en matière de fonction publique. Cette déclaration, qui s'inscrit dans le cadre du Traité du Quirinal, prévoit notamment le développement de la mobilité et des échanges entre les fonctionnaires, le renforcement des partenariats entre les écoles de formation françaises et italiennes (INSP et SNA), l'approfondissement des échanges et le partage de bonnes pratiques sur la transformation publique dans le cadre de la mise en œuvre des plans de relance respectifs. Parmi les priorités de la coopération sont citées la formation des cadres, l'attractivité du recrutement, la numérisation des services publics, les politiques d'égalité de genre et le partage de l'expérience en matière de gestion de l'urgence.

Un plan national pour lutter contre le travail clandestin

Le ministre du Travail, A. Orlando, a mis en place un comité technique interministériel (*tavolo tecnico*), qui s'est installé début mars en vue d'élaborer, d'ici le 15 octobre prochain, un plan national pour lutter contre le travail clandestin sous toutes ses formes. Le plan, prévu par le PNRR, devra être mis en œuvre, avant la fin de l'année 2022, par décret. Il devrait en particulier renforcer l'activité de l'inspection du travail.

Focus

Les foires et salons

L'Italie est le 2^{ème} marché européen des [foires et salons](#) après l'Allemagne. L'Allemagne représente 50% du marché en termes de m2 utilisés et de nombre d'exposants, l'Italie 23%, la France 16% et l'Espagne 12%.

En 2021, en matière de soutien aux exportations, la Simest a joué un rôle significatif, avec 265 M€ de remboursement ou prêts aidés pour couvrir les pertes de la pandémie et 284 M€ d'aides financières aux PME qui ont participé à des manifestations à l'étranger. Sur 136.963 entreprises exportatrices en 2019, plus de 70 000 ont réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 75 000€, alors que 71,2% de l'export est généré par 4 276 entreprises. 10 000 de moins ont exporté en 2020. En 2020, la part des exportations

réalisées par les 1 000 premiers exportateurs a augmenté (de 51,7% à 52,6%), à l'inverse de celle réalisée par les plus petites entreprises. Le secteur des foires et salons a enregistré une baisse du chiffre d'affaires de 68% en 2020 et de 59% en 2021.

Moins de commerces et plus de services dans les centres historiques italiens

Selon l'[Observatoire](#) sur la démographie des entreprises dans les villes italiennes (7^{ème} édition), le tissu entrepreneurial des centres historiques se transforme. La stagnation structurelle de la consommation, dont le niveau est inférieur à celui de 1998, est à l'origine de la disparition de 100 000 activités et 85 000 commerces depuis 2012, un phénomène qu'a accentué la pandémie (-4 500 magasins). Dans les centres historiques, le commerce traditionnel (vêtements, chaussures, livres, jouets, meubles) recule au profit des services (hébergement touristique de courte durée, restauration à emporter), des pharmacies et des magasins de téléphonie, d'informatique et d'infodivertissement domestique. Le déclin du commerce ambulant, parallèle à la croissance du commerce en ligne, redessine l'activité économique.

Tableau de bord – Prévisions Italie

	Ministère de l'économie et des finances (oct. 2021, PPB)			Istat (1er mars 2022)		Banque d'Italie (21 janvier 2022)			Commission européenne (10 Février 2022)			Consensus Forecast (14 février 2022)			FMI (janv. 2022)			OCDE (déc. 2021)			S&P (Mars 2022)		
	2021	2022	2023	2021	2022	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2022	2023	2024
PIB réel	6,0	4,7	2,8	6,6	4,7	6,3	3,8	2,5	6,5	4,1	2,3	6,7	4,1	2,3	6,2	3,8	2,2	6,3	4,6	2,6	3,3	1,6	1,3
Déficit	-9,4	-5,6	-3,9	7,2		9,4	5,6	3,9	-9,4	-5,8	-4,3				-10,2	-4,7		-9,4	-5,9	-4,3			
Dettes	153,5	149,4	147,6			153,5	149,4	147,6	154,4	151,4	151,0				154,8	150,4		154,6	150,4	148,6			
Inflation (IPCH)	1,6	1,6	1,4			1,9	3,5	1,6	1,9	3,8	1,6	1,9	3,6	1,3	1,7	1,8	1,2	1,8	2,2	1,6			
Chômage (%)	9,6	9,1	8,4	9,6	9,3	9,4	9,0	8,9	9,8	9,3	9,2							9,6	8,9	8,4			

Compilation SER – dernières données disponibles au 17/03/2022.

Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information sur l'industrie et le développement durable: « **Sostenibile** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Rome
 Directeur de la publication : Frédéric KAPLAN
 Revu par : Laura TORREBRUNO
 Rédacteurs : Marie-Géline FAVIER, Federica MERCANTI, Capucine LOUIS, Manon RENARD
 Pour s'abonner : rome@dgtresor.gouv.fr

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Rome

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.